

Cahiers du  
MONDE RUSSE

## Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États  
indépendants

50/2-3 | 2009

L'Europe orientale, 1650-1730. Crises, conflits et  
renouveau

---

# L'élite dirigeante russe dans la crise politique de 1730

*The Russian ruling élite in the political crisis of 1730*

Sergej Viktorovič Pol'skoj

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/9742>

DOI : 10.4000/monderusse.9742

ISSN : 1777-5388

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2009

Pagination : 395-407

ISBN : 978-2-7132-2260-3

ISSN : 1252-6576

### Référence électronique

Sergej Viktorovič Pol'skoj, « L'élite dirigeante russe dans la crise politique de 1730 », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 50/2-3 | 2009, mis en ligne le 13 octobre 2012, consulté le 08 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9742> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.9742>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2022.

Tous droits réservés

---

# L'élite dirigeante russe dans la crise politique de 1730

*The Russian ruling élite in the political crisis of 1730*

Sergej Viktorovič Pol'skoj

---

- 1 La crise politique du début de l'année 1730, qui ébranla un temps les fondements de l'autocratie, eut des conséquences significatives pour l'histoire de la noblesse russe. Les historiens ont depuis longtemps déjà relevé l'importance que revêt l'étude des événements de 1730 non seulement pour l'histoire politique de la Russie, mais aussi pour son histoire sociale. Comme l'écrit Valerie A. Kivelson, « les événements de 1730 illustrent bien la façon caractéristique dont la vie politique et la vie sociale s'amalgamaient et étaient comprises dans la culture politique moscovite, façon qui devint aussi caractéristique de la culture politique noble au XVIII<sup>e</sup> siècle »<sup>1</sup>. Cependant, il n'existe pas parmi les historiens de consensus ni sur les événements de 1730, ni sur leur nature sociale.
- 2 Le présent article est consacré précisément aux phénomènes sociaux que révèle la crise de 1730, notamment en ce qui concerne les relations entre les différents groupes de la noblesse. Il s'agit avant tout de mettre en évidence les particularités de l'élite dirigeante russe de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et du premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, et de dire à quoi elle s'identifiait. Nous tenterons d'examiner l'élite dirigeante de 1730 dans la perspective du pouvoir symbolique selon Pierre Bourdieu. Pour lui, « la classe (ou le peuple, ou la nation, ou toute autre réalité sociale autrement insaisissable) existe s'il existe des gens qui peuvent dire qu'ils sont la classe [...] » et, partant, « le porte-parole est le substitut du groupe qui existe seulement à travers cette délégation et qui agit et parle à travers lui »<sup>2</sup>. Nous essaierons d'analyser de ce point de vue les déclarations des membres du Conseil suprême privé (*verhovniki*) et des nobles impliqués dans les divers projets de réforme, à la fois comme représentants de la « société nobiliaire » et comme interprètes des objectifs des différentes catégories de la noblesse.
- 3 Mais auparavant mettons au clair la terminologie. Dans le sens le plus large, l'élite dirigeante, ce sont les gens qui exercent une influence sur la prise des décisions politiques importantes. Dans la société traditionnelle, l'élite dirigeante était définie par

la coutume ou par le droit du groupe social qui exerçait une influence sur les décisions politiques et transmettait cette influence de façon héréditaire. Dans la Russie des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ce groupe était constitué par les couches privilégiées de la population qui servaient dans l'armée, dans l'administration ou à la cour. La notion d'élite politique ainsi définie s'applique presque parfaitement aux membres du Conseil du souverain (*dumnye činy*), au XVII<sup>e</sup> siècle, et au XVIII<sup>e</sup> au corps des officiers généraux (*generalitet*). « Presque parfaitement », parce que les structures officielles ne coïncidaient pas toujours avec la participation politique réelle. Isabel de Madariaga a proposé une excellente définition de l'aristocratie russe : « un groupe social identifié par la naissance, par la richesse héritée ou acquise, par le statut social et politique, et même par le pouvoir, si fragile soit-il, ainsi que par la conscience d'appartenir à une élite qui participe au gouvernement »<sup>3</sup>. L'aristocratie ainsi définie ne diffère guère de la notion d'élite politique dans une société traditionnelle.

- 4 La transformation de l'ordre social à l'époque de Pierre I<sup>er</sup> aboutit à une certaine « crise d'identité » chez les membres de l'élite dirigeante. La hiérarchie moscovite, avec sa pyramide de grades attribués aux serviteurs du tsar, fut remplacée par l'échelle de la Table des rangs, avec la possibilité pour les roturiers d'accéder à la noblesse. Cette réforme provoqua une réaction ambiguë de la part des familles de vieille souche. Brenda Meehan-Waters a tenté de remettre en question le schéma généralement admis selon lequel les réformes de Pierre auraient brisé l'ancienne aristocratie<sup>4</sup>. S'appuyant sur une large analyse des données économiques et sociales, elle a réussi à montrer que la composition de l'élite est restée stable : « la vieille élite moscovite tenait fermement les rangs les plus élevés et les fonctions les plus prestigieuses dans la société du XVIII<sup>e</sup> siècle »<sup>5</sup>. Mais Brenda Meehan-Waters a, nous semble-t-il, exagéré l'importance des traditions moscovites dans la vie politique du XVIII<sup>e</sup> siècle, et sous-estimé les transformations politiques qui ont affecté l'élite. En particulier elle considère, comme John Le Donne<sup>6</sup>, que les liens lignagers et familiaux dominaient la vie nobiliaire encore au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'article de Valerie Kivelson montre une interaction plus complexe entre les traditions moscovites et les pratiques nouvelles<sup>7</sup>.
- 5 Nous essaierons d'analyser l'élite dirigeante russe du premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle d'un point de vue quelque peu différent. Nous ne chercherons pas à évaluer la « réalité du premier ordre », c'est-à-dire les ressources matérielles, les « capitaux », dont la présence et l'utilisation rendaient possible la domination sociale de l'élite. Nous analyserons le pouvoir symbolique, cette matrice de valeurs et de jugements qui guidait l'action des membres de l'élite et leur permettait d'évaluer d'une façon ou d'une autre la réalité sociale. En d'autres termes, c'est la « réalité du second ordre » qui nous intéresse, celle que construisaient en pensée, ou qu'acceptaient, les hommes du passé. De quelle façon les protagonistes des événements de 1730 se représentaient-ils l'organisation sociale ? Comment définissaient-ils leur propre identité collective ? Pour le comprendre, il est nécessaire d'oublier les schémas de l'« École étatique<sup>8</sup> » ou des schémas marxistes, et de se tourner vers la terminologie utilisée dans les documents de l'époque qui prétendaient décrire les relations sociales. Grâce aux événements de 1730, nous avons toute une série de projets de réforme qui dressent le tableau de la réalité sociale de la noblesse dans le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 6 C'est dans le projet dit de la « Forme du gouvernement » ou de la « Forme du serment », texte rédigé par les membres du Conseil suprême privé, que l'on trouve la vision la plus nette de la structure sociale de l'Empire russe<sup>9</sup>. Ce document inachevé, conservé dans

plusieurs versions, a été rédigé à la fin de janvier et au début de février 1730. Les *verhovniki* y font une série de concessions aux divers projets de la noblesse, en particulier en ce qui concerne les effectifs des organes supérieurs de gouvernement, tout en maintenant le rôle dominant du Conseil suprême privé dans la vie politique du pays. En fin de compte, le projet dit de la « Forme du gouvernement » devait servir de base à l'élaboration d'une « Loi fondamentale » du pays. Au total, le texte était plutôt une déclaration d'intentions, car c'est à partir de là qu'une commission « élective » devait faire de nouvelles lois. Les sujets de l'empire devaient prêter serment de « ne pas [en] violer les articles » (l. 23). De façon générale, la formule de serment proposée rappelle celle, en usage au XVII<sup>e</sup> siècle, du « serment sur la croix » [*krestoceloval' naja*, litt. « de baisement de la croix »], attesté par un procès-verbal ou une charte, qui, outre le serment de loyauté au souverain, stipulait certaines conditions comme celle-ci : « et là où le souverain m'ordonnera de le servir, j'irai... et ne m'enfuirai pas en Crimée, en Lituanie, chez les Allemands, ou dans quelque autre État que ce soit »<sup>10</sup>.

- 7 Ce projet présente très clairement la structure sociale de l'empire. En théorie, c'est le peuple russe, composé « des ecclésiastiques aussi bien que des gens de condition (*čin*) laïque » (l. 16), qui élit Anne. Ces « clercs et laïcs de toutes conditions » sont conçus comme une société distincte de l'État en tant qu'institution. L'expression « gouvernement de l'État » (l. 18) dans le document se comprend comme l'ensemble des institutions supérieures du gouvernement : le Conseil suprême privé, le Sénat et le Saint-Synode. En outre, dans la première partie, les *verhovniki* délimitent scrupuleusement leur intérêt personnel de celui de l'État : « Le Conseil suprême privé n'existe pas pour affirmer un quelconque pouvoir qui lui serait propre, mais seulement pour le plus grand profit de l'État et de son gouvernement » (l. 18)<sup>11</sup>. Cette délimitation découle de la distinction entre la personne du souverain et l'État, qui apparaît pour la première fois nettement dans le serment du 18 février 1730 « à Sa Majesté et à mon pays »<sup>12</sup>.
- 8 Le terme *čin* est employé ici en pleine connaissance de cause dans le sens de *soslovie*, « état » ou « ordre », c'est-à-dire un groupe social juridiquement constitué. Ce terme est également fréquent dans les documents du XVII<sup>e</sup> siècle, par exemple dans les chartes émanant de l'Assemblée des états (*zemskij sobor*) qui énumèrent « les gens de Moscovie de toutes conditions (*činy*) », et détaillent séparément les *bojare* et les quartiers-maîtres (*okol'ničie*), les échansons (*čašniki*), les panetiers (*stol'niki*), les gentilshommes de la Chambre (*strjapčie*), et les nobles de Moscou, ainsi que les gens des bureaux (*prikaznye ljudi*), etc. Mais dans le document en question nous voyons une autre conception du terme *čin* : ce n'est pas un groupe séparé avec des obligations de service bien définies envers le monarque, mais une « société » (*obščestvo*) avec ses intérêts propres<sup>13</sup>. En ce qui concerne d'ailleurs les grades dans la « Table des rangs » à l'époque de Pierre le Grand, on trouve plus souvent le terme *rang*, que le terme *čin* dans les sources<sup>14</sup>. Ce dernier avait plutôt conservé le sens qu'il avait au XVII<sup>e</sup> siècle : c'est une *catégorie*, un certain groupe de gens liés les uns aux autres. Le projet dit de la « Forme du serment » distingue les clercs des laïcs, subdivisant ces derniers en noblesse (*šljahetstvo*) et bourgeoisie (*graždanstvo*), la première se taillant d'ailleurs la part du lion. Dans la catégorie du *graždanstvo* sont rangés les habitants des villes de Livonie et d'Estonie, qui avaient des droits et des privilèges, ainsi que le groupe des marchands. Ce dernier se comprend comme un *čin* particulier, qui jouit d'une prérogative : la « liberté » (*volja*) du

commerce. La phrase « et que les gens de tous les autres ordres (*činy*) ne se mêlent pas des affaires des marchands » (l. 22v°) confirme l'existence de privilèges particuliers liés à un ordre constitué (*soslovie*). Se trouve mise à part la paysannerie, dont la charge fiscale doit être allégée « autant que possible », autrement dit le fait d'être imposable est considéré comme la principale particularité de ce groupe social. Plus haut dans le document, on lit que « les dépendants des *bojare* et les paysans ne doivent pas être admis à quelque affaire que ce soit » (l. 21v°). Ainsi, les membres du Conseil suprême privé considèrent les *činy* comme des groupes sociaux dotés non seulement d'obligations mais aussi de droits, et constituant chacun une « société » (*obščestvo*) bien définie. C'est surtout le cas en ce qui concerne la noblesse (*šljahetstvo*), à laquelle les *verhovniki* s'adressaient en priorité. Ainsi, dans l'article qui concerne le maintien de la capitale à Moscou, il est dit que cela est décidé « pour le bon entretien par toute la société (*obščestvo*) de ses maisons et de ses villages » (l. 22v°-23). Il est évident que le terme *obščestvo* désigne ici les possesseurs des villages, c'est-à-dire la noblesse que le Conseil considère comme une société avec ses intérêts particuliers<sup>15</sup>.

- 9 La noblesse, cependant, ne se présente pas dans les projets du Conseil comme un groupe social homogène. En analysant les différents articles du projet dit de la « Forme du serment », on remarque que le terme *šljahetstvo* a au moins deux significations. Premièrement, au sens large, c'est la « société de la noblesse » (l. 20), c'est-à-dire tous ceux qui ont la dignité de noble ou ont été promus aux rangs conférant les privilèges de la noblesse<sup>16</sup>. En second lieu, au sens étroit du terme, il s'agit des nobles (*dvorjane*) qui n'appartiennent pas aux « premières familles », c'est-à-dire à la « haute noblesse » (*znatnoe šljahetstvo*). Le projet distingue nettement cette dernière de la simple « noblesse ». Au-delà des garanties générales données à la noblesse, les *verhovniki* affirment que « les familles anciennes et de haut lignage auront des privilèges » (l. 20v°). Cette subdivision nous montre que l'élite dirigeante s'identifie consciemment à une aristocratie. Les contemporains étaient donc pleinement conscients de la présence en Russie d'une aristocratie, dont l'existence a été pourtant mise en doute par certains historiens. En tout cas, l'aristocratie s'identifiait nettement et se distinguait de la simple noblesse. Nous avons ici une manifestation du pouvoir symbolique, au moment où les représentants du groupe en expriment les intérêts. En outre il faut se souvenir en l'occurrence que l'expression « les premières familles » désignait non seulement les Dolgorukij et les Golicyn, mais aussi tous les représentants de l'aristocratie qui contestaient à ces deux familles la participation au Conseil. Il s'agit en particulier des familles princières des Čerkasskij, Trubeckoj, Barjatinskij, et d'autres « activistes » de haute naissance qui militaient pour les projets de réforme. Le Conseil suprême privé entend montrer qu'il ne compte pas concentrer le pouvoir dans les mains des deux seules « premières familles », puisqu'il accepte la revendication des opposants : chaque lignage n'aurait droit qu'à deux représentants au Conseil<sup>17</sup>. Il existait donc, dans la conscience des contemporains, quelque chose comme un « champ » englobant l'aristocratie tout entière, et non pas seulement les intérêts étroits de tel ou tel clan<sup>18</sup>. Les *verhovniki*, de cette façon, tentent de donner une consécration légale à l'idée que les lignages aristocratiques ont la primauté.
- 10 Intéressons-nous à présent aux autres documents qui, pendant le mouvement de 1730, ont été élaborés par cette noblesse dont les membres du Conseil suprême privé faisaient le sujet de leurs délibérations. Comment les nobles auteurs de ces projets

voyaient-ils la réalité sociale, avec qui s'identifiaient-ils et, enfin, leurs « matrices » sociales concordaient-elles avec les constructions des *verhovniki* ?

- 11 Les projets présentés par la « noblesse » exprimaient les problèmes communs de tous les nobles sur tous les points d'ordre non politique. Leurs revendications en matière de privilèges ne suscitaient pas de débats parmi les nobles et, apparemment, les *verhovniki* approuvaient ces propositions. Ce sont les articles politiques qui furent le principal objet de désaccords entre les « partis » ou les « factions » nobiliaires et le Conseil suprême privé. Pratiquement tous les projets, tout en acceptant de limiter le pouvoir du souverain, revendiquaient la participation de la noblesse au gouvernement de l'État, à la fois par la sélection en son sein des plus hauts dirigeants et par des réunions périodiques des membres de la noblesse. Parmi les projets présentés par la « haute noblesse », deux positions principales se dégagèrent. Les uns étaient enclins au compromis avec le Conseil suprême privé, dont ils partageaient dans l'ensemble les positions, sur la base des « Conditions » présentées à l'impératrice Anne (il s'agit du groupe de Dmitriev-Mamonov et de Matjuškin). Les autres, qui ne se doutaient pas des nouveaux projets du Conseil, exigeaient des transformations plus radicales que celles contenues dans les « Conditions » (cette position était celle du groupe de Čerkasskij). C'est précisément ce dernier groupe que, avant le 25 février 1730, les témoins étrangers appelaient « les républicains » ou « le parti républicain »<sup>19</sup>. Bien entendu, c'étaient des « républicains » selon la conception qu'en avaient les gens du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour qui le royaume de Pologne ou celui de Suède étaient des « républiques » de par la forme de leur gouvernement.
- 12 En étudiant attentivement les signataires des projets, on peut remarquer que la majorité appartiennent à l'élite dirigeante ou lui sont directement liés<sup>20</sup>. Ce sont soit des représentants des « rangs élevés » dans la hiérarchie de la Table des rangs, soit des rejetons des anciennes familles qui n'y figurent pas. Les diplomates étrangers, dès les premiers jours du mouvement, ont noté les contradictions au sein de la noblesse russe. Ils parlent du désaccord entre « la grande et la petite noblesse » ou entre « les grands » et le tout-venant (« lower sort of nobility »), c'est-à-dire, si l'on emploie les termes russes de l'époque, entre les grandes familles (*famil'nye*) et la noblesse (*šlahetstvo*). Ainsi, dans les rapports qu'il adresse à la cour de Saxe, Jean Lefort fait savoir le 26 janvier 1730 que « la nouvelle forme de gouvernement, que les grands se font, donne matière *ad interim* à la petite noblesse de chuchoter », et le 29 janvier : « Je suis du sentiment, que lorsque la Czarine sera sur le trône, elle leur fera chanter une autre gamme, puisqu'elle aura à soi la petite noblesse, qui ne veut aucun changement et qui forme déjà plusieurs factions »<sup>21</sup>. Dès le 3 avril 1730 Jean Magnan, le chargé d'affaires français, analysant les événements qui se sont déroulés sous ses yeux, tire la conclusion que les raisons pour lesquelles les Russes n'ont pu « se soustraire à leur ancien esclavage » étaient « le peu d'union et de concorde qui a régné dans cet intervalle entre les premières familles » et le fait que la nouvelle forme de gouvernement n'était pas « du goût et à la convenance de la petite noblesse »<sup>22</sup>.
- 13 Les sources russes confirment l'opinion des diplomates étrangers. Feofan Prokopovič donne des renseignements sur le désaccord à l'intérieur de la haute noblesse. Selon lui, « les ennemis des *verhovniki* n'étaient même pas d'accord entre eux, mais de vouloir vraiment contraires. Certains d'entre eux mettaient tous leurs soins à garder coûte que coûte la règle ancienne d'organisation de l'État, reçue de nos ancêtres. Mais d'autres, et justement les plus puissants, voulaient la même chose que les *verhovniki*. Ils étaient

dépités que ces derniers ne les eussent pas conviés de prendre part à leur amitié »<sup>23</sup>. Ces gens « plus puissants » étaient justement les auteurs des projets présentés au Conseil suprême privé. Les opposants au Conseil, eux, n'écrivaient pas de projets. Ils écrivaient des « lettres », le genre de prédilection des écrivains politiques de l'époque. La lettre la plus connue, à cet égard, reste celle d'Artemij Petrovič Volynskij. Alors qu'il appartenait en fait au corps des officiers généraux, le général Volynskij (général-major, IV<sup>e</sup> rang), gouverneur de Kazan', s'autorise à parler au nom de la noblesse moyenne (« nous qui sommes entre-deux »), faisant preuve d'égards envers les « importants », c'est-à-dire les grandes familles, et montrant du mépris pour le « menu fretin », la « noblesse d'en bas ». Volynskij apporte toute une série d'arguments contre la « république », dont il dépeint les possibles conséquences négatives. Voici ce qu'il écrit de Kazan' à son parent Semen Saltykov : « Le bruit court ici de ce qui se fait chez vous, ou même est déjà fait, pour que nous ayons une République. J'ai beaucoup de doutes là-dessus. Que Dieu nous garde d'avoir, au lieu d'un seul souverain autocratique une dizaine de familles puissantes et despotiques, auquel cas nous, la noblesse (*šljahetstvo*), ce serait notre perte, nous serions obligés bien plus qu'auparavant de faire les idolâtres et de demander des faveurs aux uns et aux autres... »<sup>24</sup>. Volynskij craint que « le peuple » (c'est-à-dire la noblesse), plein « de lâcheté et toujours prêt à la flagornerie », n'oublie « l'intérêt commun » pour « faire du charme aux personnes importantes ». Même si toute la « société » (*obščestvo*) peut voter librement, cela ne garantit pas que le pouvoir ira aux gens qui en sont dignes, car « pour leurs intérêts, les importants attireront à eux davantage de partisans issus du menu fretin, et le parti qui aura le plus de voix fera tout ce qu'il voudra ». Il craint aussi atermoiements et discussions au sein de la « société » en cas de menace extérieure, de guerre, et même si un accord était atteint, toutes les charges pèseraient sur la noblesse moyenne (« nous qui sommes dans l'entre-deux, nous resterons les seuls à payer et à endosser toutes les charges »). Volynskij s'inquiète de la possible baisse de prestige du service dans l'armée et encore plus de la suppression du service obligatoire (« le bruit court que l'on serait libre de servir »), ce qui peut conduire à ce que « chacun veuille rester se prélasser chez soi, et alors il ne restera plus [dans l'armée] que nos valets et nos paysans, à qui nous serons obligés de donner des promotions ». Tout cela aboutira au désordre et au chaos. Le danger n'est pas moindre, si « on laisse les hommes de troupe de petite noblesse quitter l'armée ». Les petits nobles, qui n'ont pas l'habitude de « vivre de leur terre », ne manqueront pas de « chercher à s'enrichir par le brigandage et le pillage ». Volynskij propose de libérer du service seulement ceux qui ne possèdent pas moins de 50 feux (30 à l'extrême rigueur), et seulement après quelques années de service, pour « qu'ils passent les années instables de la jeunesse dans la peur, et non pas à vivre à leur guise »<sup>25</sup>.

- 14 La perception par Volynskij de la structure sociale de la noblesse et de sa propre position en son sein coïncide en bien des points avec les descriptions des *verhovniki*<sup>26</sup>. En ce sens, les membres des grandes familles et la noblesse figurent de la même manière la réalité sociale par rapport à laquelle ils prennent position. Comme l'écrivait Bourdieu, « les dispositions des agents, leur habitus, c'est-à-dire les structures mentales à travers lesquelles ils appréhendent le monde social, sont pour l'essentiel le produit de l'intériorisation des structures du monde social »<sup>27</sup>. Dans ses réflexions, Artemij Volynskij se manifeste comme un penseur de la noblesse, occupant une position sociale précisément comprise et désignée. Et bien qu'il se déclare comme défenseur de la noblesse moyenne, Volynskij formule en fait le programme social de tout l'ordre constitué nobiliaire, cherchant à consolider sa situation dominante dans la société

russe. À cet égard Volynskij intervient, pour utiliser le langage de Pierre Bourdieu, comme un agent « mobilisateur » de la noblesse. À ses yeux, la noblesse se présente comme le gardien de l'ordre interne et externe, le rempart du pouvoir et de l'armée, et c'est elle de surcroît qui soutient l'économie du pays. Le monarque autocrate est l'unique allié possible de la noblesse, mais l'autocratie est un facteur constitutif du système de la société russe, dont l'élimination conduirait à l'effondrement de tout le système (de « l'ordre » [*porjadok*], selon les termes de Volynskij). Il importe de souligner que Volynskij, et les nobles qui pensaient comme lui, comprenaient le danger que représentait l'élimination de l'autocratie, avant tout pour les couches moyennes de la noblesse, qui avaient intérêt à ce que le pouvoir du monarque fût stable, fort et illimité. La noblesse moyenne constituait justement l'ossature du corps des officiers de la garde, alors que la « petite noblesse » fournissait pour l'essentiel les gardes du rang. Mais, bien qu'une partie des officiers de la garde aient activement participé à l'élaboration des projets, il est peu probable que la majorité d'entre eux aient soutenu des réformes fondamentales. Parmi les officiers qui avaient signé les projets dominaient les « clients » de « patrons » haut placés, et quand les patrons rassemblaient des signatures, à qui donc se seraient-ils adressés, si ce n'est à leurs « clients » qui leur devaient protection et avantages dans le service ? C'est justement à ce sujet que Volynskij écrivait que « pour leurs intérêts, les importants attireront à eux davantage de partisans issus du menu fretin » de la noblesse, mais avant lui Ivan Filippov avait noté que « les nobles servent comme des esclaves les grandes familles et accomplissent leur volonté de toutes les manières, et ils reçoivent en récompense de ce service des charges de commandant et d'autres charges lucratives »<sup>28</sup>.

- 15 Qu'est-ce qui a favorisé, cependant, la victoire de l'autocratie à l'issue du mouvement politique de janvier et février 1730 ? La noblesse hésitait. Les conceptions anciennes faisaient encore pencher en faveur du système de protection des « grandes familles » ; l'arbitraire du monarque et de ses favoris suscitait de l'appréhension ; les nobles voulaient avoir des droits bien définis par la loi et ne plus craindre pour leur propre sécurité personnelle et l'inviolabilité de leur patrimoine. Et pourtant ce sont les arguments des partisans de l'autocratie, exprimés de façon frappante dans la lettre d'Artemij Volynskij, qui l'emportèrent. La noblesse, qui n'était pas assurée que le Conseil suprême privé approuverait ses projets, fit le pas décisif le 25 février 1730 et réclama une audience auprès de l'impératrice. Craignant le pouvoir des *verhovniki* davantage que celui de la souveraine (qui passait pour timide et soumise), et n'ayant pas connaissance des concessions faites par le Conseil à la noblesse dans le projet dit de la « Forme du serment », le groupe d'Aleksej Mihajlovič Čerkasskij, sans la participation de la garde (dont on exagère fortement le rôle<sup>29</sup>), décida de son propre chef de demander à l'impératrice de restaurer l'autocratie, tout en essayant d'obtenir satisfaction concernant ses revendications d'ordre social aussi bien que politique. Bien qu'exigeant la restauration de l'autocratie sans les « Conditions », les nobles « républicains » mettaient en avant, en réalité, de nouvelles conditions : la création d'un Sénat élu par la noblesse et l'établissement d'une nouvelle « forme de gouvernement de l'État » par la noblesse. La conception que l'élite avait de l'autocratie était suffisamment ambiguë, si elle pouvait inclure pareilles exigences. La situation resta confuse encore une semaine, ce que décrit avec bonheur Ivan Mihajlovič Volynskij le 1<sup>er</sup> mars 1730 dans une lettre à son cousin Artemij Petrovič Volynskij : « Il se passe ici des choses admirables ... et Dieu seul sait ce qui en sortira »<sup>30</sup>. Une ébauche de projet, rédigée à ce moment-là, a été conservée : elle envisageait une représentation

de la noblesse pour examiner la « forme du gouvernement ». C'est seulement le 4 mars que le Conseil suprême privé fut supprimé et que fut institué le Sénat, mais sa composition fut déterminée par l'impératrice. Le Sénat réunissait des *verhovniki* et des auteurs de projets de réforme, qui essayaient de renforcer le pouvoir de cette assemblée. Mais avant la fin de l'année, l'impératrice Anne réussit, grâce aux manœuvres d'Andrej Ivanovič Osterman(n), à consolider sa position, et le Sénat perdit de fait son importance<sup>31</sup>. La souveraine n'était pas assez forte pour affronter l'élite dirigeante aristocratique. Elle fut contrainte de compter avec les « grandes familles » et avec la haute noblesse. Les Dolgorukij avaient certes été disgraciés (à partir d'avril 1730), mais les Golicyn et Aleksej Mihajlovič Čerkasskij, en revanche, étaient en faveur. L'idée de faire passer en jugement les *verhovniki* fut repoussée, car elle pouvait porter atteinte aux intérêts de toute l'élite, unie par d'étroits liens de parenté. L'impopularité des Dolgorukij au sein de la « société nobiliaire » fut utilisée pour les envoyer en relégation<sup>32</sup>. L'impératrice visait alors à renforcer progressivement sa position, en contournant l'élite, en rétablissant la Chancellerie secrète (en mars 1731) et en créant le Cabinet des ministres (novembre 1731). Le point final de ce processus fut le serment prêté, le 17 décembre 1731, par le corps des officiers généraux, la noblesse et la garde à l'héritier du trône que l'impératrice décida d'instituer de son propre chef pour éviter les troubles qui avaient accompagné son propre avènement. Comme l'écrivait l'envoyé de la cour de Saxe, Jean Lefort, au début de 1732 : « en Russie vient de commencer un règne où une obéissance absolue est exigée »<sup>33</sup>.

- 16 Ainsi, la structure de l'ordre nobiliaire (« l'ordre le premier et le plus important »), telle que se la représentaient les protagonistes des événements de 1730, ne coïncidait pas avec la Table des rangs officielle et présentait une segmentation parallèle, que l'aristocratie s'efforçait d'inscrire dans la loi. Les termes que l'on trouve dans les documents de l'époque permettent de distinguer trois groupes dans cette structure informelle de la noblesse, par bien des points héritée du passé moscovite. En premier lieu, on distinguait nettement l'aristocratie, c'est-à-dire les membres des grandes familles (« les puissants », « les premières familles », « les personnes importantes », « la haute noblesse »), les représentants de l'ancienne élite moscovite qui avait conservé les postes clés dans l'administration de l'État ; plus que des lignages séparés, ils constituaient un groupe, avec lequel l'empereur devait compter. Ensuite, « la noblesse » (on trouve les expressions « la bonne noblesse » [*dobroe šljahetstvo*], « la noblesse moyenne », « ceux qui sont entre-deux » [*šljahetstva srednego, srednye*]). C'étaient les couches moyennes de la noblesse, les héritiers de la noblesse de cour moscovite et provinciale, qui avaient un patrimoine et formaient l'ossature du groupe social, la force qui le consolidait. Le troisième groupe était la « petite noblesse » (« la petite noblesse pauvre », « la noblesse d'en bas », « le menu fretin » [*melkie, meloč'*]), c'est-à-dire la noblesse peu ou pas dotée de possessions foncières, dépendante aussi bien du tsar que des patrons issus des grandes familles. Cette dépendance faisait de la petite noblesse un jouet dans la lutte entre les « partis », mais en aucun cas une force politique indépendante. Dans les faits cette structure informelle était plus réelle pour les hommes de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle que la structure formalisée et encore mal rodée des *rangs*. Les membres des grandes familles se trouvaient à la fois à la tête du Conseil suprême privé et du « parti républicain », c'est-à-dire qu'ils auraient aimé limiter l'autocratie. La contradiction entre les « républicains » et le Conseil était plutôt liée à la crainte infondée d'une usurpation du pouvoir par les deux « premières familles ». C'est pourquoi, de même que dans le passé les familles de *bojare* s'étaient

unies contre les favoris des tsars, de même exactement la « haute noblesse » s'opposait aux *verhovniki* et, avant tout, à la famille impopulaire des Dolgorukij, ignorant les plans du Conseil pour partager le pouvoir avec les autres « grandes familles ». Ce souci d'un « équilibre des forces » aboutit au renforcement du « parti » le plus faible au début de 1730, celui des partisans de l'autocratie, et à l'abrogation des « Conditions » imposées à l'impératrice Anne. Du reste, en soutenant avec insistance l'idée d'une restauration de l'autocratie, les couches moyennes de la noblesse se laissaient guider par les intérêts de l'ordre nobiliaire au sens large, plutôt que par leurs propres intérêts de groupe.

17 (traduit du russe par Michel Tissier)

---

## NOTES

1. Valerie A. Kivelson, « Kinship Politics / Autocratic Politics : A Reconsideration of Early-Eighteenth-Century Political Culture », in Jane Burbank, David L. Ransel, éd., *Imperial Russia : New Histories for the Empire*, Bloomington : Indiana University Press, 1998, p. 26.
2. Pierre Bourdieu, « Espace social et pouvoir symbolique », in Pierre Bourdieu, *Choses dites*, P. : Éditions de Minuit, 1987, p. 165 (cité en russe dans « Social'noe prostranstvo i simvoličeskaja vlast' », in P. Burd'e, *Načala*, trad. par N.A. Šmatko, M. : Socio-Logos, 1994, p. 193).
3. Isabel de Madariaga, « The Russian Nobility in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », in H.M. Scott, éd., *The European Nobilities in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, vol. 2 : *Northern, Central and Eastern Europe*, New York : Longman, 1995, p. 273.
4. Brenda Meehan-Waters, *Autocracy and Aristocracy: the Russian Service Elite of 1730*, New Brunswick, NJ : Rutgers University Press, 1982.
5. *Ibid.*, p. 161. Selon les données de B. Meehan-Waters, 125 des 179 membres du corps des officiers généraux en 1730 appartenaient à des familles de rang princier, à des familles représentées au Conseil du souverain (la Douma) ou bien à la noblesse moscovite, et ils avaient entre eux des liens de parenté étroits.
6. John P. Le Donne, *Absolutism and Ruling Class: the Formation of the Russian Political Order, 1700-1825*, New York : Oxford University Press, 1991.
7. Comme le remarque V. Kivelson, « la culture politique moscovite conservait une forte influence sur le comportement, la façon de voir et de comprendre la politique chez les nobles du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais elle facilita plus qu'elle n'empêcha l'introduction de nouvelles idées et l'évolution vers un modèle politique très neuf, celui de l'époque impériale » (Kivelson, « Kinship Politics / Autocratic Politics... », p. 26-27).
8. *Gosudarstvennaja škola*. C'est ainsi que l'on désigne en Russie les historiens de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>, Sergej Solov'ëv (1820-1879) ou Pavel Miljukov (1859-1943) par exemple, qui voyaient dans l'État le moteur du processus historique (NdT).
9. RGADA, f. 3, n° 4, l. 16-23v°.

10. « Krestoceloval'naja zapis' carju Mihailu Fedoroviču » [« Formule du serment prêté au tsar Mihail Romanov »], in Ljudmila Evgen'evna Morozova, *Rossija na puti iz Smuty: izbranie na carstvo Mihaila Fedoroviča* [La Russie à la sortie du Temps des troubles : l'élection sur le trône de Mihail Romanov], M. : Nauka, 2005, annexes, p. 298.

11. Et plus loin : « Tenir secrètes toutes les affaires de l'État et ne les dévoiler ni à sa famille, ni non plus à un ami » (RGADA, f. 3, d. 4, l. 19) ; de même l'idée que « ce ne sont pas les personnes qui gouvernent la loi, mais la loi qui gouverne les personnes » caractérise bien l'esprit général du document (*ibidem*, l. 18v°).

12. RGADA, f. 176, op. 2, d. 50, l. 53.

13. Il faut remarquer du reste que la conception du *čin* comme état ou ordre constitué (*soslovie*) se forme déjà au xvii<sup>e</sup> siècle, ce dont témoigne clairement la requête collective présentée par 43 nobles le 21 décembre 1658. En particulier, il y est fait mention de l'existence « dans ton empire » « de quatre grands états : l'ordre clérical, l'ordre du service, l'ordre du négoce et l'ordre agricole ». En outre les auteurs de la requête expriment le désir que ces ordres « demeurent fermement et sans fléchir respectueux de leurs statuts et dans ton obéissance, et que nul d'entre eux ne subisse quelque tort que ce soit de la part d'aucun des autres ». La dernière phrase montre que les signataires ont conscience non seulement des obligations liées à un ordre déterminé, mais aussi des privilèges particuliers de chaque *čin* (« Kollektivnye dvorjanskije čelobitnye o syske beglyh krest'jan i holopov vo vtoroj polovine xvii v. » [« Pétitions collectives de nobles de la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle demandant que soient recherchés leurs serfs et esclaves fugitifs »], in *Dvorjanstvo i krepostnoj stroj v Rossii XVI-XVIII vv. : sbornik statej, posvjaščennyj pamjati A.A. Novosel'skogo* [Noblesse et servage en Russie, xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles : recueil d'articles à la mémoire de Aleksej Andreevič Novosel'skij], M.: Nauka, 1975, p. 312.

14. Bien que le terme *čin* soit employé dans le projet dit de « La forme du serment » également avec le sens de *rang* : « ne pas contraindre la noblesse à servir comme soldat, matelot et aux autres grades [činy] vils et inférieurs » (RGADA, f. 3, d. 4, l. 21).

15. On constate que pendant une grande partie du xviii<sup>e</sup> siècle le terme *čin* est utilisé pour désigner des groupes constitués en « états » (*soslovie*). Nous ne sommes pas d'accord sur ce point avec Gregory Freeze (Gregory L. Freeze, « The Soslovie (Estate) Paradigm and Russian Social History », *American Historical Review*, 91 (1), 1986, p. 11-36), qui conclut à l'absence à cette époque de la notion de *soslovie*, puisqu'il n'existait pas de terme capable de la décrire. On peut prendre, comme exemple du fait que la notion de *soslovie* était clairement conçue, les documents de la Commission législative convoquée par l'impératrice Élisabeth en 1754-1763. En particulier, dans la partie III du Code élisabéthain [qui ne fut jamais promulgué, NdT], le chapitre « Des diverses situations des sujets en général » dans sa première rédaction (1754) dispose que « Tous les sujets de l'Empire de Russie, à les bien considérer, se distinguent les uns des autres par leurs situations différentes particulières, et cette différence de situations provient de la différence de foi, de sexe, d'âge, d'intelligence et de conditions (*činy*) ». « Ainsi lesdits sujets se divisent en orthodoxes et non orthodoxes (*inovercy*), en parents et enfants, en sujets de sexe masculin et de sexe féminin... en nobles, marchands et paysans de diverses catégories, en ceux qui sont nos sujets perpétuels et en hommes libres étrangers de toute condition et dignité, et à tous ceux-ci s'appliquent les droits qui conviennent à chacun selon leurs différentes conditions » (RGADA, f. 342, op. 1, d. 63/1, l. 3-3v°). Dans la deuxième rédaction (1761) figure la précision suivante : « Au sein de l'État tous les

sujets ne peuvent être d'une même condition (*sostojanie*). La nature, les mérites, les connaissances, les pensées et les arts les divisent en ordres (*činy*) qui diffèrent au sein de l'État » (*ibidem*, l. 157). Dans le chapitre « sur les nobles et leur privilège » (rédaction de 1761) il est dit que « De tous les ordres [*činy*] qui existent dans l'État, la noblesse est le premier et le plus important... », (Arhiv SPb. I. I. RAN [Archives de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Russie à Saint-Petersbourg], f. 36, op. 1, d. 380, « Trudy Kommissii sostavlenija proekta novogo uloženija » [« Travaux de la commission chargée d'élaborer un projet de nouveau code législatif »], l. 556). Dans la rédaction de 1762, on lit que « Dans tous les États bien ordonnés les sages dirigeants, en divisant leur peuple en différents ordres [*činy*], n'ont pas sans raison accordé la première place à la noblesse distinguée par sa naissance... ». Il est évident que par *čin* les auteurs de la III<sup>e</sup> partie du Code sous-entendent *soslovie* (ordre ou état constitué).

16. À cet égard les *verhovniki* ne tentent même pas de porter atteinte à la Table des rangs ; ils confirment au contraire la possibilité d'anoblissement des gens des bureaux et de tous les serviteurs de l'Empire « pour mérites distingués », à l'exclusion des paysans et des « dépendants des *bojare* » (RGADA, f. 3, d. 4, l. 21v°).

17. « Veiller à ce que, dans cette assemblée, il n'y ait pas plus de deux personnes d'une même famille, pour que par là personne ne puisse acquérir une position dominante » (*ibidem*, l. 18v°).

18. Notons que les représentants des anciennes familles aristocratiques, qui dominaient au XVII<sup>e</sup> siècle, étaient les propriétaires fonciers les plus importants dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils possédaient les deux tiers des terres selon les données de Jaroslav Evgen'evič Vodarskij, ce qui permet à celui-ci de réfuter l'opinion de Sergej Vasil'evič Roždestvenskij sur l'absence d'une « aristocratie foncière robuste et fermée » ; les faits « témoignent justement de la présence d'une telle aristocratie, diluée il est vrai dans une nouvelle élite (les parents et les favoris des tsars), mais qui n'en existait pas moins réellement » (Ja.E. Vodarskij, *Naselenie Rossii v konce XVII-načale XVIII veka : čislennost', soslovno-klassovyj sostav, razmeščenie*) [*La population de la Russie à la fin du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle : effectifs, composition sociale (ordres et classes), répartition spatiale*], M. : Nauka, 1977, p. 75). L'aristocratie occupait une position dominante dans la sphère socio-économique, mais en même temps elle ne possédait pas de droits bien définis, exprimés dans la loi : cela devait inmanquablement la conduire au conflit avec le pouvoir autocratique, et c'est ce qui s'est passé en 1730. Dans les « Conditions » présentées à l'impératrice Anne et dans le projet dit de la « Forme du serment », les garanties d'inviolabilité et de transmission héréditaire de la propriété foncière, sans que l'État puisse la confisquer pour des fautes commises par des membres du lignage, occupent une place toute particulière.

19. Ainsi l'abbé Jacques Jubé écrivait : « il y avoit encore un bureau pour le parti de la Republique chez le prince Circaski, & ce parti devint de beaucoup plus considerables & plus nombreux que l'autre » (Jacques Jubé, *La Religion, les mœurs, et les usages des Moscovites*, Oxford : The Voltaire Foundation, 1992, p. 141.

20. Igor' Vladimirovič Kurukin remarque qu'une grande partie des signataires du « projet des 361 » sont des titulaires de grades élevés : 32 généraux (de rangs IV à I dans la Table des rangs) et 91 commandants et officiers supérieurs (de rangs VIII à V). Il pense également que la « première requête » du 25 mars 1730 fut signée par des clients des officiers généraux (sur 87 signatures, 28 officiers généraux, 59 officiers de la garde). Voir I.V. Kurukin, « “Vremja, čtob samoderžaviju ne byt” ? (generalitet, dvorjanstvo i

gvardija v 1730 godu) » [« L'autocratie a fait son temps » ? (le corps des généraux, la noblesse et la garde en 1730) »], *Otečestvennaja istorija*, n° 4, 2001, p. 9 ; n° 5, p. 17 ; voir aussi, du même auteur : *Époha « dvorcovyh bur' » : očerki poltičeskoj istorii poslepetrovskoj Rossi, 1725-1762 gg.* [L'époque des « orages de palais » : essais d'histoire politique de la Russie après Pierre le Grand, 1725-1762], Rjazan', 2003, p. 183-191.

21. *Sbornik RIO*, t. V, SPb., 1870, n° 262-263, p. 347-348 (les lettres sont datées respectivement du 6 et du 9 février 1730, N.S.)

22. *La Russie et Les Russes par Nicolaï Tourgueneff*, t. III, Paris, 1847, Note Q. Extraits des dépêches de quelques résidents étrangers accrédités auprès de la cour de Russie, p. 406-407.

23. Feofan Prokopovič, « Istorija o izbranii i vosšestvii na prestol blažennoj i večnodostojnoj pamjati gosudaryni imperatricy Anny Ioannovny, samoderžicy vsersijskoj » [« Histoire de l'élection et de l'avènement de la bienheureuse et à jamais mémorable souveraine, l'impératrice Anna Ioannovna, souveraine autocrate de toute la Russie »], dans *So špagoj i fakelom : dvorcovyje perevoroty v Rossii 1725-1825* [L'épée et le flambeau : les révolutions de palais en Russie 1725-1825], M. : Sovremennik, 1991, p. 122.

24. « Delo Salnikeeva » [« L'affaire Salnikeev »], *Čtenija OJDR*, 1868, n° 3, section V, p. 28.

25. *Ibidem*, p. 29.

26. Il est aussi intéressant de comparer la terminologie de Volynskij avec les descriptions de l'« Histoire du tsar Petr Alekseevič » [Pierre I<sup>er</sup>], écrite trois ans avant les événements par le prince Boris Ivanovič Kurakin, un membre de ces « grandes familles ». Kurakin divise également la noblesse en trois groupes, et considère avec mépris l'entourage de Pierre : les Naryškin, Strešnev, Golovkin, qui « étaient de maisons de la plus basse et pauvre noblesse, et qui, depuis son plus jeune âge, le dressaient toujours contre les grandes familles », B.I. Kurakin, « Gistorija o Petre I i bližnih k nemu ljudjah. 1682-1695 gg. » [« Histoire de Pierre I<sup>er</sup> et de ses familiers, 1682-1695 »], *Russkaja starina*, 1890, t. 68, n° 10, p. 248 ; N.I. Pavlenko, éd., *Rossiju podnjaj na dyby* [Il fit cabrer la Russie], vol. 1, M. : Molodaja gvardija, 1987, p. 351-390, ici 376.

27. Bourdieu, *Choses dites*, p. 155 (cité en russe dans *op. cit.*, p. 187).

28. « Donošenie Ivana Filippova » [« Le rapport d'Ivan Filippov »], in Nikolaj Pavlovič Pavlov-Sil'vanskij, *Proekty reform v zapiskah sovremennikov Petra Velikogo : opyt izučenija russkih proektov i neizdannye ih teksty. II. Proekty* [Les projets de réformes dans les Mémoires des contemporains de Pierre le Grand : essai d'étude des projets russes et leurs textes inédits. II. Projets], SPb., 1897, p. 64 ; rééd., I.V. Kurukin, éd., M. : Gosudarstvennaja publičnaja istoričeskaja biblioteka Rossii, 2000, p. 252.

29. Ici nous rejoignons dans l'ensemble G.A. Protasov qui, ayant analysé deux pétitions et les sources russes (muettes sur le rôle de la garde), est arrivé à la conclusion que la décision de la noblesse, le 25 février, de demander à Anne d'accepter l'autocratie fut pleinement assumée, et que la garde se contenta de soutenir cette décision sans constituer une force politique indépendante. Voir G.A. Protasov, « Dvorjanskije prošeniija 1730 goda » [« Les pétitions de la noblesse en 1730 »], *Istočnikovédčeskie raboty*, Tambov, fasc. 4, 1975, p. 87-107. En particulier, sur les 166 signataires de la « seconde pétition » sur l'acceptation de l'autocratie, on compte seulement 52 membres de la garde, dont 16 officiers, c'est-à-dire pas plus d'un tiers environ. 104 personnes ayant signé la « seconde pétition » étaient des signataires du projet des 361 et d'autres

projets, c'est-à-dire que prédominaient les personnes impliquées dans l'élaboration des projets de réforme, dont beaucoup étaient des officiers de la garde.

30. RGADA, f. 6, op. 1, d. 219, « Pis'ma I.M. Volynskogo bratu A.P. Volynskomu » [« Lettres de I.M. Volynskij à son cousin A.P. Volynskij »], l. 161.

31. Nikolaj Nikolaevič Petruhinčev a examiné en détail ce processus d'affermissement de l'autocratie en 1730-1731. Voir N.N. Petruhinčev, *Carstvovanie Anny Ioannovny: formirovanie vnutripolitičeskogo kursa i sud'by armii i flota 1730-1735 g.* [Le règne d'Anna Ioannovna: la formation d'une politique intérieure et le sort de l'armée et de la marine, 1730-1735], SPb. : Izdatel'stvo Aleteja, 2001.

32. On constate qu'aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles la monarchie ne s'est jamais décidée à entrer directement en conflit avec l'aristocratie. Les événements de l'année 1730 en sont une excellente illustration. Paul Bushkovitch a montré dans ses travaux que même Pierre évita la confrontation aussi bien en 1698 qu'en 1718. En particulier, l'affaire du tsarévitch Aleksej a montré la sympathie et le soutien apportés par pratiquement toute l'élite au fils du tsar. Mais Pierre agit comme n'importe quel monarque européen se heurtant à l'opposition de l'aristocratie : connaissant très bien tous les protagonistes, il punit certains d'entre eux et nomme la majorité des « sympathisants » du tsarévitch juges de ce dernier, dont ils signent la condamnation à mort. P. Bushkovitch démontre également que c'est l'autocratie au XIX<sup>e</sup> siècle qui crée et répand le mythe historiographique de la faiblesse de la société russe et de l'absence d'opposition en son sein. Voir Paul Bushkovitch, « Power and the Historian : The Case of Tsarevich Alexei 1716-1718 and N.G. Ustrialov 1845-1859 », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 141 (2), 1997, p. 177-212.

33. *Sbornik RIO, op. cit.*, p. 449.

## RÉSUMÉS

### Résumé

L'article est consacré à l'étude des caractéristiques sociales de l'élite dirigeante russe et son auto-identification pendant la fin du XVII<sup>e</sup> et le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècles. Comment les acteurs de la crise politique de 1730 s'imaginaient-ils la structure de la société ? Comment définissaient-ils leur « identité propre » ? Si l'on analyse la façon dont ils se représentent leur propre groupe social, on s'aperçoit que leur vision de l'ordre de la noblesse ne coïncidait pas avec la *Table des rangs* officielle. Ainsi se dessine une structure parallèle, que l'aristocratie tente d'inscrire dans la loi, comme le montrent les projets des membres du Conseil suprême secret (*verhovniki*). Cette structure informelle comprend trois groupes : l'*aristocratie* (ce sont les *famil'nye*, représentants de l'élite ancienne de Moscou, qui ont gardé les postes clés dans le gouvernement ; le tsar devait compter avec eux en tant que groupe, et non séparément), la *moyenne noblesse* (*dobroe šljahetstvo*, ce sont les héritiers de la noblesse de Moscou et provinciale), la *petite noblesse* (*podloe šljahetstvo*, la noblesse pauvre, qui dépendait de l'empereur, ainsi que de la protection des *famil'nye*). Pour les hommes de la première moitié de XVIII<sup>e</sup> siècle, cette structure informelle avait plus de réalité que le système formalisé des rangs, qui n'avait pas encore eu le temps de se fixer dans les mentalités.

## The Russian ruling élite in the political crisis of 1730

### Abstract

This article studies the Russian ruling elite's social characteristics and self-identification between the late seventeenth century and the first third of the eighteenth. How did the participants of the 1730 political crisis perceive the structure of society? How did they define their "self-identity"? Analysis of the way in which they viewed their own social group shows that the composition of the gentry did not conform to the official Table of Ranks and reveals a parallel unofficial structure which the aristocracy tried to fix legislatively through bills proposed by *verkhovniki* (members of the Supreme Privy Council). This informal structure consists of three groups: the aristocracy (*famil'nye*, i.e., representatives of the old Muscovite elite who had kept key posts in government), the middle nobility (*dobroe shliakhetstvo*, successors of the Muscovite and provincial nobilities), and the petty nobility (*podloe shliakhetstvo*, the poor nobility dependent on the autocrat and the patronage of *famil'nye*). In fact, this informal structure was more real for the people of the first half of the eighteenth century than the formalized system of ranks, which had not yet made its way into mentalities.

## AUTEUR

SERGEJ VIKTOROVIČ POL'SKOJ

Université de Samara, Institut d'histoire de la Russie, Académie des sciences de Russie (filiale de la Volga)